

François Dosse :

*Paul Ricoeur : Les sens d'une vie (1913-2005)*

Edition revue et augmentée ; Paris : La Découverte poche, 2008

;

## Chapitre 8

### **DU CERCLE PÉTAÏN À LA « RÉSISTANCE »**

Au plan politique, le désarroi est grand parmi ces prisonniers qui viennent d'éprouver durement la débâcle de l'armée française. À la perte des repères habituels, à la faillite des idéaux, s'ajoute un sentiment profond de culpabilité. Cette patrie occupée, dépecée, humiliée, n'a-t-on pas contribué à l'affaiblir en appelant au désarmement général ? La sous-estimation du danger nazi, le pacifisme tardif, toutes ces erreurs devenues alors manifestes ne peuvent que favoriser l'adhésion à quelque sauveur suprême sachant capter à son profit ce sourd sentiment de culpabilité. C'est ainsi que Pétain devient vite le recours. Il l'est déjà dans l'opinion publique française. Il l'est de manière décuplée dans la lointaine plaine pomérannienne, où il est vu comme le seul Français à rester debout face aux occupants, ayant réussi à sauver ce qu'il a pu, auréolé du prestige de Verdun. Maréchal, il incarnait cette France dont ces prisonniers se trouvent coupés... à jamais ? Nul ne peut le dire en 1940 : « Le prestige de Pétain en ce temps-là était prodigieux, du moins dans notre camp<sup>1</sup> », écrit Roger Ikor, pourtant militant socialiste qui, avec une lucidité incroyable, parle déjà du « général de Londres » dès avant la signature de l'armistice. Malgré son avis, très peu partagé, selon lequel on pouvait poursuivre le combat, il faut attendre le 8 octobre 1941 pour trouver une référence explicite à de Gaulle dans les carnets personnels de Roger Ikor. C'est dire à quel point, dans un premier temps, l'adhésion à Pétain était largement répandue, et Ricoeur n'y a pas échappé: « Je dois à la vérité de dire que, jusqu'en 1941, j'avais été séduit, avec d'autres — la propagande était massive —, par certains aspects du pétainisme. Probablement ai-je retourné contre la République le sentiment d'avoir participé à sa faiblesse<sup>2</sup>. »

Dans cette situation d'accablement, d'humiliation, la perspective de construire une France unie, forte, représente pour ces prisonniers une consolation et même une espérance de retournement de la situation. D'autant que les véritables informations n'arrivent au camp qu'à doses homéopathiques, noyées dans le flot d'une propagande effrénée: « À peine étions-nous arrivés à l'oflag, encore privés de tout contact avec la France, que la radio allemande nous

---

<sup>1</sup> Roger Ikor, *Pour une fois écoute, mon enfant*, op.cit, p 101

<sup>2</sup> Paul RICŒUR, 1,a Critique et la Conviction, op. cit., p. 31.

abreuva de ses émissions <sup>3</sup>. » La seule presse disponible est la presse allemande locale ou celle, pro-allemande, expédiée de la France occupée, et dûment visée par la censure: *Le Matin*, *Signal*, *Le Petit Parisien*... Nul n'échappe à cette propagande d'un régime passé maître dans la manipulation de masse. D'énormes haut-parleurs perchés sur des poteaux téléphoniques déversent en continu, avec des pauses musicales, l'information officielle nazie. Ils sont relayés par des haut-parleurs dans chaque cantine. Les prisonniers apprennent cependant à lire entre les lignes la presse régionale, notamment le *Pommersche Zeitung*. Ricœur dévorait ce journal au point que, lorsqu'il le lisait, « on pouvait lui marcher sur les pieds, bouger sa chaise, rien ne comptait <sup>4</sup> ». En lisant les faire-part de décès et en constatant leur augmentation, on peut mesurer l'intensité progressive de la résistance au nazisme. Les lecteurs deviennent des spécialistes pour décrypter les communiqués de la Wehrmacht. Certes, on apprend davantage grâce au courrier. Les lettres arrivent découpées, caviardées, censurées, mais quelques nouvelles réussissent à parvenir aux prisonniers dans les premiers moments, profitant d'une censure encore trop peu experte et grâce à un style allusif qu'il reste à interpréter. C'est ainsi qu'en septembre 1940 un courrier annonce que « la mer rejette en ce moment de nombreuses algues vertes » pour signifier les tentatives avortées de débarquement allemand en Angleterre. La résistance opiniâtre des Anglais est ainsi exprimée en janvier 1941 : « Décidément, nos touristes n'ont pas le pied marin <sup>5</sup>. »

Le filtrage est toutefois tel que, pour la grande majorité des prisonniers, Pétain personnifie la patrie, la continuité nationale, et représente le seul recours face aux gardiens allemands. Le journal de l'oflag, *Écrit sur le sable*, reflète bien cet état d'esprit général, et contribue d'ailleurs à en entretenir la flamme en popularisant les thèmes de la révolution nationale. La Saint-Philippe approchant (3 mai), le 1er mai 1941 est célébré par une fête du Maréchal et l'adresse qui lui est faite est pleine de ferveur : « Nous sommes ici 3 700 Français que leur long et pesant exil n'a pas un instant retranchés de la communauté française [...]. En ce jour de votre fête, ils vous adressent, Monsieur le Maréchal, leurs vœux respectueusement affectueux. Que les années que vous donnez à la Patrie douloureuse vous apportent la joie pleine et consolante de la véritable France retrouvée <sup>6</sup>. » . Dans les colonnes du journal, on loue les divers aspects de la politique de Pétain en direction des jeunes, de l'économie, de la défense de l'ordre, du retour aux vraies valeurs... jusque très tard puisqu'il faut attendre 1944 pour qu'il ne soit plus question du Maréchal. Jusqu'à cette date, *Écrit sur le sable* prolonge la propagande du régime de Vichy en faveur de sa nouvelle devise, « Travail, famille, patrie ».

Il y a même place dans le camp pour une action plus militante : créé en décembre 1941 à Gross-Born par le colonel Vendeur, chef français du camp, le « cercle Maréchal-Pétain » se donne pour mission de propager les thèses de la Révolution nationale et de contribuer au culte de la figure paternelle, protectrice du chef de l'État français. Ce « cercle Pétain » a aussi pour fonction de coordonner l'organisation du camp, de mettre à disposition les salles nécessaires aux diverses activités. Il est la structure collective qui permet l'organisation d'une entraide entre les prisonniers, organisant par exemple l'échange des colis pour éviter que ceux qui ne reçoivent rien ne soient totalement démunis. Il n'implique aucune forme de collaborationisme : « Pour nous, c'était le drapeau qui continuait. Le portrait de Pétain qui était affiché, c'était comme si le drapeau bleu-blanc-rouge était brandi <sup>7</sup> » Dans ce camp, qui conserve un caractère très militaire d'une armée en suspens, captive, toute forme de collaboration est

<sup>3</sup> Pierre FLAMENT, *La Vie à l'oflag II D-II B*, op. cit. p. 242

<sup>4</sup> Paul-André Lesort, entretien avec l'auteur.

<sup>5</sup> Pierre Flament, *La Vie à l'oflag II D-11 B*, op. cit. p. 255.

<sup>6</sup> *Écrit sur le sable*, n° 3, 1- mai 1941.

<sup>7</sup> Paul-André Lesort, entretien avec l'auteur.

d'ailleurs l'objet de l'opprobre général. C'est le cas lorsqu'un prisonnier français, parti travailler dans le civil pour les Allemands, est de retour au camp, condamné à un mois de prison pour avoir couché avec une « nationale », une Allemande. Une fois sa peine purgée, il entend retrouver ses compagnons dans leur chambrée, mais ces derniers ne l'acceptent plus. Il est considéré comme un traître et doit installer sa paillasse dans le couloir. Le cercle Pétain est aussi le lieu d'une activité culturelle, et c'est dans ce cadre que Ricœur prononce ses premières conférences au camp. Installé dans le gymnase d'Arnswalde en 1943, le cercle orne les fenêtres qui donnent sur la cour de photographies de paysages de France, d'affiches rappelant les principes de la Révolution nationale et de portraits du Maréchal ; c'est ce que l'on appelle alors la « vitrine du cercle Maréchal-Pétain ». Par ailleurs, le cercle encadre des ateliers d'étude des textes du gouvernement de Vichy et assure une liaison permanente entre sa direc-

tion et des délégués dans chaque block et à chaque étage. Ce culte de Pétain traduit aussi dans les premiers temps l'espérance d'un retour rapide en France, d'une possible libération... du camp. Il est aussi l'occasion d'un véritable consensus entre des prisonniers qui s'étaient déchirés avant-guerre en défendant des opinions farouchement opposées : « Au début de la captivité, tout le monde était unanime. Il n'y avait pratiquement pas de divergences »<sup>8</sup>.

Le premier recteur de l'université de l'oflag, Jean Rivain, commandant de réserve, né avant 1900, fut assez vite rapatrié compte tenu de son âge. Dès décembre 1940, il put donc regagner la France. Ce personnage assez curieux, « Socrate barbu, volontiers pontifiant, délayant en ses nombreux discours une philosophie pour le moins ténébreuse <sup>9</sup> », avait été à l'origine d'initiatives politiques avant la guerre. Auteur d'un ouvrage dont le titre est tout un programme — *Refaire l'unité française* —, il avait lancé en 1937 une brochure mensuelle, *La Vérité aux Français, Cahiers de la nouvelle France*. Dans le climat de désarroi idéologique de 1937-1938, son intention était de dépasser les différences entre partis politiques afin de refonder une « unité française ». C'est ainsi qu'il avait lancé en 1938 les cercles Jeune France, qui connurent un certain succès : « Les réunions regroupent [ ... ] toutes les sensibilités, de l'extrême droite aux libertaires <sup>10</sup>. ». À la faveur de la confusion des repères, ces cercles s'étaient multipliés en province.

Lorsque Jean Rivain rentre au pays, il reprend ses activités nationalistes, renforcé par la bénédiction personnelle de Pétain. Le premier numéro de la nouvelle série de *L'Unité française*, paru en avril-juin 1941, commence d'ailleurs par la publication d'un texte de Pétain, « De l'union nationale à l'unité française ». Puis, Pierre de Colombier dresse un portrait du Maréchal en 1920 et Jean Rivain explique de son côté : « Qu'est-ce que la révolution nationale ? » Ce premier numéro est surtout constitué par un dossier intitulé « Paroles de prisonniers », dans lequel paraît un texte attribué à Paul Ricœur « Propagande et culture ». Jean Rivain s'est cru autorisé à publier des notes qu'il avait prises au cours des conférences et débats au camp, de les rédiger à sa manière et de les attribuer à ses compagnons de captivité à leur insu.

Ce texte surprend quand on connaît les positions de Ricœur dans l'avant et dans l'après-guerre. Il ne peut être considéré comme pleinement révélateur de son état d'esprit d'époque. Les manipulations dans la transcription sont en effet trop évidentes. On imagine mal un protestant aussi convaincu que Ricœur invoquer la France comme « fille aînée de

<sup>8</sup> Jacques Desbiez, entretien avec l'auteur.

<sup>9</sup> Roger IKOR, Pour une fois écoute, mon enfant, op. cit., p. 257.

<sup>10</sup> Pierre LABORIE., L'Opinion française sous Vichy, Le Seuil, Paris, 1990, p. 77.

l'Église » et ces travestissements multiples permettent de jeter une suspicion sur l'ensemble du texte qui lui est attribué. Celui-ci plaide pour un « Etat fort » et fait l'éloge d'une culture dirigée, d'une propagande d'État qui doit se renforcer comme pouvoir pyramidal où tout vient d'en haut. Il défend en revanche une culture libre au sommet, mais réservée à l'élite sociale. À la base de la démonstration se situe donc une vision dualiste de la société, prise entre une culture populaire à encadrer et une culture d'élite marquée par la compétence et dont la mission est « d'orienter l'opinion<sup>11</sup> ». La tâche de l'État serait donc, selon ce texte, pédagogique: « C'est à l'État de promouvoir une éducation virile où les valeurs de caractère auront une place égale aux valeurs d'intelligence, où l'enthousiasme ne sera plus sacrifié à l'esprit dissolvant de la critique<sup>12</sup>. » Réinterprétation par Rivain de propos oraux, de discussions aux souvenirs diffus, ce texte semble en tout cas exprimer le désaveu passager par Ricoeur de ce qu'il a défendu dans l'avant-guerre. Ces lignes traduisent surtout un lourd sentiment de culpabilité par rapport aux idéaux qui étaient les siens (et qu'il défendra de nouveau avec la même vigueur à partir de 1942). Ricoeur reconnaîtra d'ailleurs son manque de discernement en cette année 1940 : « C'est ainsi qu'au cours de l'hiver 1940 j'ai intégré la condamnation de la III<sup>e</sup> République à des exercices plus ou moins utopiques de reconstruction, combinant liberté et autorité<sup>13</sup>. »

Jean Rivain, s'arrogeant une nouvelle fois les paroles des prisonniers et les transcrivant à sa manière, c'est-à-dire à la sauce maurrassienne, récidive dans la seconde livraison de *L'Unité française* en juillet-septembre 1941. Cette fois, il se permet de publier, sorti de son contexte, un article de Paul Ricoeur, « Le risque », dont nous avons déjà évoqué la parution en 1936 dans la petite revue *ETRE*. Dans le même numéro, on trouve un texte présenté comme écrit par Paul Ricoeur et Louis Estrangin, futur P DG ; d'Ouest-France, sur « La jeunesse et le sens du service social ». C'est un appel et un plaidoyer pour revivifier l'esprit de service qui, là encore, fleure bon la manipulation. Comme le fait remarquer à distance Ricoeur : « Je ne l'ai pas publié<sup>14</sup>. » En effet, on voit mal comment Ricoeur pourrait faire l'apologie des valeurs dites féodales porteuses d'une mystique du service dans l'œuvre nationale, ou encore écrire : « Servir est un mot d'ordre pour un peuple jeune », et dénoncer la « malfaisance d'une certaine philosophie d'idées » qui rompt les amarres de la pensée avec la vie.<sup>15</sup>

La confusion des esprits était grande mais pas à ce degré. De ce point de vue, la leçon de critique interne et externe des sources de Langlois et Seignobos à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>, reste tout à fait décisive et encore très actuelle pour remettre à leur place les grossières opérations de Jean Rivain enrôlant de force un Paul Ricoeur qui n'était pas même au courant du rôle qu'on lui faisait jouer à Paris, coincé qu'il était dans son camp de Poméranie.

Grâce à une meilleure information sur la situation, les prisonniers vont sortir peu à peu de leur torpeur et reprendre leur distance critique face à la propagande massive qu'ils subissent et aux rumeurs qui circulent dans le camp. Deux prisonniers amis de Roger Ikor, anciens de l'École normale supérieure et militants socialistes, Tréheux et Roger Pagosse, mettent au point

<sup>11</sup> Paul Ricoeur (texte attribué à), *L'Unité française*, n°1, avril-Juin, p.58

<sup>12</sup> *Ibid*, p.59

<sup>13</sup> Paul Ricoeur, note sur certaines « Paroles de prisonniers », le 17 octobre 1994, texte dactylographié communiqué par Ricoeur et mis à la disposition des lecteurs de l'IHTP. Dans cette mise au point, Ricoeur explique le statut de ces articles.

<sup>14</sup> *Ibid*

<sup>15</sup> Paul Ricoeur et Louis Estrangin (texte attribué à), *L'unité française*, n°2, juillet-septembre 1941, p.163,169

<sup>16</sup> Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos, *Introduction aux études historiques*, Hachette, Paris, 1898, Kimé, Paris, 1992

le « Journal parlé », qui présente des principales nouvelles du jour à 16 heures. Le succès est tel qu'un censeur vient prendre connaissance du contenu de ces informations. Une meilleure organisation permettra de rendre la chose plus discrète, chaque baraque déléguant des représentants à ces séances.

Avant le grand tournant de novembre 1942 suscité par le débarquement réussi des Alliés en Afrique du Nord et la riposte allemande occupant toute la zone sud jusqu'à la Méditerranée, Ricœur bascule et son éphémère soutien à Pétain s'effondre dès mai 1942 comme l'atteste le journal qu'il tient au camp. Il écrit en effet le 31 mai : « S'achève en moi un décollement de l'obéissance (qui a été ma règle au cercle Pétain) d'avec toutes mes espérances... La France retrouvera une foi commune d'abord dans la croisade pour la libération de son territoire<sup>17</sup>. » Il devient clair alors que la voie de la rébellion, celle du général de Gaulle, devient pour Ricœur le secret espoir de la libération. Peu après, en juillet, la rupture ressentie est cette fois consommée avec le cercle Pétain : « Un événement important : j'ai rompu avec le cercle P. Je ne veux pas être mêlé avec une chose aussi confuse, aussi mêlée d'obscurités et finalement complètement opposée à mes sentiments les plus profonds sur le gouvernement d'un pays. Je suis trop profondément libéral, profondément démocrate, et profondément attaché au fonctionnement paisible de la loi pour me compromettre avec des hommes de grandes aventures et de grandes ambitions *personnelles*. Enfin j'ai trop d'ambition *ailleurs* qu'à Vichy pour attendre le redressement de la France d'une complaisance à la défaite. Ajouterai-je que j'espère par-dessus tout ne plus jamais me lier à un mouvement politique, et me désintoxiquer de la politique. J'ai remarqué que c'est une grande source de sentiments hostiles et pour tout dire de méchanceté et de colère (je suis convaincu pour ma part que mon socialisme est fait du meilleur et du pire, de mon idéalisme et de mon amour-propre pour les petites gens à la classe desquels j'espère rester toujours fidèle, mais aussi d'un ressentiment pour le genre de vie bourgeois dans ce qu'il a de meilleur – conversation, bonnes manières, distinction – et dont je me sens exclu par ma nature plébéienne et mes alliances plébéiennes)... Encore une chose : mon tempérament oscillant, porté aux extrêmes avec ses sincérités successives font de moi un passionné qui doit se garder de la politique. Je vois le temps, les années qu'il me faut pour intégrer les contraires en métaphysique (c'est même toute ma vie) ; or je ne suis pas capable de créer cette unité en politique. Je suis donc voué aux grands mouvements des balanciers. Le Senne dans "Le mensonge et le caractère" note qu'on devrait laisser la politique aux flegmatiques<sup>18</sup>. »

En 1942, la France est alors totalement occupée et la légitimité politique se déplace d'évidence de Vichy à Alger: « À partir de novembre 1942, les clochards étaient redevenus des soldats<sup>19</sup>. » À partir de là, le camp bascule et un esprit de résistance emporte l'adhésion de l'essentiel des prisonniers. Chaque fois que les prisonniers apprennent une grande nouvelle des fronts de guerre, le colonel commande à toutes les chambrées : « Grande tenue et garde-à-vous ! » pour l'appel en signe d'hommage au combat mené contre l'Allemagne. Le « Journal parlé » prend d'ailleurs une autre dimension à partir de 1943 avec l'installation d'une radio clandestine. Le journal interne au camp s'intitule dès lors *l'ISF*. (« Ils sont foutus »). La radio permet surtout de capter les informations de la BBC de 19 heures à 21 h 30 et de diffuser dans le camp jusqu'à cinq éditions par jour. Les prisonniers vivent au rythme des avancées alliées, de la progression de la résistance au nazisme et de la découverte d'une France libre dirigée par un certain général de Gaulle. La radio clandestine informe de l'avancée des fronts de combats. Dans les chambrées, les prisonniers tiennent à jour des cartes d'Europe et d'Afrique,

<sup>17</sup> Paul Ricoeur, journal du 31 mai 1942, archives du Fonds Ricoeur, IPT.

<sup>18</sup> Paul Ricoeur, journal du 12 juillet 1942, archives du Fonds Ricoeur IPT.

<sup>19</sup> Roger Ikor, *Pour une fois écoute, mon enfant* ; op cit p ;132

enregistrant les victoires.

Si l'on ne peut parler de combat frontal entre résistance et collaboration à l'intérieur du camp, de nouvelles initiatives vont accélérer sa conversion. Face au cercle Pétain toujours actif en 1943, un « groupement Liberté » se met en place autour d'un ancien de l'ENS, Bouvier. D'orientation socialiste, ses animateurs vont être victimes de dénonciations et de la répression allemande. Beaucoup d'entre eux seront expédiés à Lübeck, dont leur leader Bouvier, vite remplacé par Gouyon et Roger Ikor. Le groupe met au point une plate-forme politique très inspirée du programme du Front populaire de 1936 et finit par réunir cinq cents à six cents officiers grâce à un recrutement par cooptation. Les réunions clandestines se déroulent sous de faux titres (comme celui annonçant une « conférence sur l'apiculture »), et le groupe se dote d'un journal dirigé par Roger Ikor, *Ciment*, à partir de juillet-août 1944. Il n'en est resté aucune trace, car ce journal, paraissant tous les quinze jours sous forme de six à huit pages manuscrites, recopiées à quelques exemplaires, circulait parmi les adhérents et revenait pour autodestruction au comité directeur. Pour gagner une plus large audience, le groupement Liberté crée également un « Comité gaulliste républicain ».

En 1944, le retournement est donc radical : le cercle Pétain est tombé en pleine léthargie, vestige d'un temps révolu. Les prisonniers sont redevenus de vrais soldats vivant au rythme des victoires alliées. C'est dans ces circonstances que le 14 juillet 1944 donne lieu à une manifestation patriotique dans le camp. Le 24 août, à l'occasion de l'appel, soldats et officiers se rassemblent en grande tenue et au garde-à-vous dans un silence étourdissant, pour célébrer la libération de Paris. L'heure de la délivrance n'est pas loin.